

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

**Art. 3.** De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 7 december 2016.

De Minister-President,  
Rudy DEMOTTE  
De Minister van Onderwijs,  
Marie-Martine SCHYNS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200280]

#### 22 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 7, alinéa 2 et l'article 8, alinéa 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2016;

Vu le rapport du 13 décembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.923/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 14 mai 2009 et 26 février 2015 est complété par les 19°, 20° et 21° rédigés comme suit :

« 19° le complément de programmation « Wallonie - 2020.EU » : la mise en œuvre de la mesure 4.2.1 : « Bas-carbone - Stimulation de l'investissement dans les entreprises existantes ou en création » du complément de programmation du Fonds européen de développement régional, ci-après dénommé « F.E.D.E.R. », conformément à l'article 3 du Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le Règlement (CE) n° 1080/2006;

20° le diagnostic rapide : l'analyse des contrats des fournisseurs énergétiques ainsi que des diagrammes de charge de consommation issus des compteurs communicants et l'analyse succincte de l'efficacité énergétique et de l'impact de la petite ou moyenne entreprise sur le réseau de distribution;

21° le compteur communicant : l'appareil requis pour effectuer un diagnostic rapide et permettre l'analyse succincte de l'efficacité énergétique de la petite ou moyenne entreprise par le biais de diagrammes de charge de consommation. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime financée à 60 % à charge du budget de la Région et à 40 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation « Wallonie - 2020.EU » à la petite ou moyenne entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2, :

1° a un siège d'exploitation qui se situe en Région wallonne;

2° possède une puissance de raccordement supérieure ou égale à 56 kVA;

3° commande un diagnostic rapide au terme duquel des conseils de gestion et d'investissements entraînant une diminution substantielle des factures énergétiques sont émis dans un rapport;

4° réalise un programme d'investissement, dont les composantes sont préalablement sélectionnées et validées par le Comité de pilotage, à l'exception du compteur communicant, selon le diagnostic rapide visé au 3°, dans le but d'atteindre un objectif d'efficacité énergétique conformément à l'article 38 du Règlement (UE) n° 651/2014.

La petite ou moyenne entreprise adresse le rapport du diagnostic rapide à l'Administration, au plus tard 6 mois après sa réalisation, afin que le Comité de pilotage sélectionne et valide les investissements.

La demande de prime intervient dans les 24 mois suivant la validation des investissements du diagnostic rapide par le Comité de pilotage, à l'exception de la demande de prime pour le compteur communicant qui intervient au plus tard à sa commande.

Le montant global de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé à 40 % des investissements admis.

Le Ministre peut préciser les investissements admis, dans le but d'atteindre les objectifs d'efficacité énergétique, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, après consultation d'experts.

§ 2. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime financée à 60 % à charge du budget de la Région et à 40 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation « Wallonie - 2020.EU » à la petite ou moyenne entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1° a un siège d'exploitation qui se situe en Région wallonne;

2° possède une puissance de raccordement supérieure ou égale à 56 kVA;

3° commande un diagnostic rapide au terme duquel des conseils de gestion et d'investissements entraînant une diminution substantielle des factures énergétiques sont émis dans un rapport;

4° réalise un programme d'investissement en vue de produire de l'énergie électrique et de la chaleur à partir de sources renouvelables, conformément à l'article 41 du Règlement (UE) n° 651/2014, pour de l'autoconsommation, conformément aux recommandations du diagnostic rapide, visé au 3°, et dont les composantes ont été préalablement sélectionnées et validées par le Comité de pilotage.

La petite ou moyenne entreprise adresse le rapport du diagnostic rapide à l'Administration, au plus tard 6 mois après sa réalisation, afin que le Comité de pilotage sélectionne et valide les investissements.

La demande de prime intervient dans les 24 mois suivant la validation des investissements du diagnostic rapide par le Comité de pilotage, à l'exception de la demande de prime pour le compteur communicant qui intervient au plus tard à sa commande.

Le montant global de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé à 55 % des investissements admis.

Le Ministre peut préciser le type d'installation produisant de l'énergie et de la chaleur à partir de sources renouvelables visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, et leur puissance.

§ 3. Les primes visées aux paragraphes 1 et 2 sont octroyées si la petite ou moyenne entreprise renonce explicitement à bénéficier de toute autre aide régionale directe ou indirecte pour l'investissement concerné.

A l'exception de la demande de prime relative au compteur communicant, la petite ou la moyenne entreprise introduit une seule demande pour les primes visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/2 rédigé comme suit :

« Art. 2/2. § 1<sup>er</sup>. Il est instauré un Comité de pilotage qui :

1° sélectionne les investissements, à réaliser par la petite ou moyenne entreprises, dans le diagnostic rapide commandé par la petite ou moyenne entreprise, conformément à l'article 2/1, § 1<sup>er</sup> et § 2;

2° assure le suivi de la mise en œuvre des primes visées à l'article 2/1.

Les investissements sélectionnés et validés par le Comité de pilotage sont ceux qui n'ont pas d'impact négatif sur le réseau de distribution d'énergie;

Le Comité de pilotage se réunit au minimum tous les deux mois.

§ 2. Le Comité de pilotage se compose de :

1° un membre du Cabinet du Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

2° un membre du Cabinet du Ministre qui a la recherche dans ses attributions;

3° deux représentants de l'Administration;

4° un membre du Cabinet du Ministre qui a l'énergie dans ses attributions;

5° un représentant de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;

6° un représentant de chaque gestionnaire de réseau de distribution d'énergie visé au chapitre II, section 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité qui en a formulé la demande auprès du Ministre qui a l'économie et la recherche dans ses attributions;

7° un représentant de la société anonyme NOVALLIA.

La présidence du Comité de pilotage est assurée par un membre du Cabinet du Ministre qui a l'économie dans ses attributions, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par un représentant de l'Administration, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 3. Le Comité de pilotage produit des rapports, un premier en mars 2017 et un deuxième en mars 2018, sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures visées à l'article 2/1 et les remet au Ministre qui a l'économie dans ses attributions.

§ 4. Les membres visés au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, sont désignés par le Ministre qui a l'économie dans ses compétences; le membre visé au paragraphe 2, 2° est désigné par le Ministre qui a la recherche dans ses compétences; les membres visés au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°, sont désignés par le Ministre qui a l'énergie dans ses compétences et, pour les membres visés au paragraphe 2, 6° et 7°, sur proposition des organismes qu'ils représentent.

Les membres du Comité de pilotage sont désignés pour une durée de trois ans renouvelable.

§ 5. Sous réserve de dispositions particulières relatives aux règles de délibération prévues dans le règlement d'ordre intérieur, le quorum de présence est fixé à la moitié des membres et les décisions se prennent à la majorité des voix.

Toute personne qui a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel, dans l'objet d'une délibération, ne peut délibérer.

§ 6. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions approuve le règlement d'ordre intérieur du Comité de pilotage. Ce règlement contient au minimum :

1° la procédure de convocation des réunions et de rédaction des procès-verbaux;

2° le lieu des réunions. ».

**Art. 4.** Dans l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 26 février 2015, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le seuil minimum d'investissements éligibles tels que définis aux articles 2/1 et 6 est fixé à 25.000 euros, excepté pour le compteur communicant visé à l'article 2/1 où le seuil est fixé à 5.000 euros. ».

**Art. 5.** L'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006 et 26 février 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 4, pour les primes visées à l'article 2/1, la petite ou la moyenne entreprise introduit auprès de l'Administration, dans les 24 mois qui suivent la validation des investissements par le Comité de pilotage suite au diagnostic rapide, un dossier sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine. ».

**Art. 6.** Dans l'article 14, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 14 mai 2009 et 26 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, le mot « Dans » est remplacé par les mots « Sauf pour les primes visées à l'article 2/1, dans »;

b) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les primes visées à l'article 2/1, dans les quatre mois qui suivent la réception du dossier visé à l'article 10, alinéa 4, des renseignements manquants visés à l'article 11, alinéa 2, ou de la nouvelle situation financière visée à l'article 11, alinéa 3, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi de la prime et la notifie. ».

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2017.

**Art. 8.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 22 décembre 2016

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-Cl. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/200280]

**22. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 7 Absatz 2 und Artikel 8 Absatz 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund der am 18. April 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. April 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 13. Dezember 2016;

Aufgrund des am 5. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.923/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 und vom 26. Februar 2015 wird durch die Ziffern 19, 20 und 21 folgendermaßen ergänzt:

19° die Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU": die Umsetzung der Maßnahme 4.2.1: "Niedriger Kohlenstoffgehalt - Förderung höherer Investitionen in bestehenden und neugegründeten Unternehmen" der Ergänzung zur Programmplanung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, nachstehend "EFRE" genannt, gemäß Artikel 3 der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

20° die schnelle Diagnose: die Analyse der Verträge der Energielieferanten sowie der Diagramme der Verbrauchslasten aus den kommunizierenden Zählern und die kurze Analyse der Energieeffizienz und der Auswirkungen des kleinen oder mittleren Unternehmens auf das Verteilernetz;

21° der kommunizierende Zähler: das Gerät, das erforderlich ist, um eine schnelle Diagnose durchzuführen und die kurze Analyse der Energieeffizienz des kleinen oder mittleren Unternehmens anhand von Diagrammen der Verbrauchslasten zu ermöglichen."

**Art. 2** - In denselben Erlass wird ein Artikel 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 2/1 - § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann dem kleinen oder mittleren Unternehmen im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU" eine zu 60% zu Lasten des Haushalts der Region und zu 40% zu Lasten des EFRE finanzierte Prämie gewähren. Außer den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen erfüllt das kleine oder mittlere Unternehmen folgende Bedingungen:

1° es hat einen in der wallonischen Region gelegenen Betriebssitz;

2° es verfügt über eine Anschlussleistung von mindestens 56 kVA;

3° es lässt eine schnelle Diagnose durchführen, nach deren Abschluss Management- und Investitionsratschläge, die eine wesentliche Herabsetzung der Energierechnungen zur Folge haben, in einem Bericht verfasst werden;

4° es führt ein Investitionsprogramm durch, dessen Komponenten vorher durch den Pilotausschuss ausgewählt und validiert werden, mit Ausnahme des kommunizierenden Zählers, gemäß der in Ziffer 3 erwähnten schnellen Diagnose, um Energieeffizienzgewinne gemäß Artikel 38 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 zu erzielen.

Das kleine oder mittlere Unternehmen übermittelt der Verwaltung den Bericht über die schnelle Diagnose spätestens 6 Monate nach deren Durchführung, damit der Pilotausschuss die Investitionen auswählen und validieren kann.

Der Prämienantrag erfolgt innerhalb von 24 Monaten nach der Validierung durch den Pilotausschuss der Investitionen der schnellen Diagnose, mit Ausnahme des Prämienantrags für den kommunizierenden Zähler, der spätestens bei seiner Bestellung erfolgt.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird auf 40% der zugelassenen Investitionen festgelegt.

Der Minister kann nach Beratung mit Sachverständigen die zugelassenen Investitionen näher bestimmen, um die in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Energieeffizienzgewinne zu erzielen.

§ 2. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann dem kleinen oder mittleren Unternehmen im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU" eine zu 60% zu Lasten des Haushalts der Region und zu 40% zu Lasten des EFRE finanzierte Prämie gewähren. Außer den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen erfüllt das kleine oder mittlere Unternehmen folgende Bedingungen:

1° es hat einen in der wallonischen Region gelegenen Betriebssitz;

2° es verfügt über eine Anschlussleistung von mindestens 56 kVA;

3° es lässt eine schnelle Diagnose durchführen, nach deren Abschluss Management- und Investitionsratschläge, die eine wesentliche Herabsetzung der Energierechnungen zur Folge haben, in einem Bericht verfasst werden;

4° es führt ein Investitionsprogramm durch, dessen Komponenten vorher durch den Pilotausschuss ausgewählt und validiert werden, zwecks der Erzeugung gemäß Artikel 41 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 von elektrischer Energie und Wärme aus erneuerbaren Quellen für den Eigenverbrauch, gemäß den Empfehlungen der in Ziffer 3 erwähnten schnellen Diagnose.

Das kleine oder mittlere Unternehmen übermittelt der Verwaltung den Bericht über die schnelle Diagnose spätestens 6 Monate nach deren Durchführung, damit der Pilotausschuss die Investitionen auswählen und validieren kann.

Der Prämienantrag erfolgt innerhalb von 24 Monaten nach der Validierung durch den Pilotausschuss der Investitionen der schnellen Diagnose, mit Ausnahme des Prämienantrags für den kommunizierenden Zähler, der spätestens bei seiner Bestellung erfolgt.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird auf 55% der zugelassenen Investitionen festgelegt.

Der Minister kann die Art der in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Anlage für die Erzeugung von Energie und Wärme aus erneuerbaren Quellen und deren Leistung bestimmen.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Prämien werden gewährt, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen ausdrücklich auf jede andere direkte oder indirekte regionale Beihilfe für die betreffende Investition verzichtet.

Mit Ausnahme des Prämienantrags bezüglich des kommunizierenden Zählers, reicht das kleine oder mittlere Unternehmen einen einzigen Antrag für die in den Paragraphen 1 oder 2 erwähnten Prämien ein.“

**Art. 3 -** In denselben Erlass wird ein Artikel 2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 2/2 - § 1. Es wird ein Pilotausschuss eingerichtet, der:

1° die Investitionen auswählt, die von dem kleinen oder mittleren Unternehmen in der von Letzterem angeordneten schnellen Diagnose gemäß Artikel 2/1 § 1 und § 2 durchzuführen sind;

2° die Überwachung der Durchführung der in Artikel 2/1 erwähnten Prämien gewährleistet.

Die von dem Pilotausschuss ausgewählten und validierten Investitionen sind diejenigen, die keine negativen Auswirkungen auf das Energieverteilernetz haben;

Der Pilotausschuss versammelt sich mindestens alle zwei Monate.

§ 2. Der Pilotausschuss besteht aus:

1° einem Mitglied des Kabinetts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

2° einem Mitglied des Kabinetts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört;

3° zwei Vertretern der Verwaltung;

4° einem Mitglied des Kabinetts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

5° einem Vertreter der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° einem Vertreter eines jeden in Kapitel II Abschnitt 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Betreibers des Energieverteilernetzes, der dies bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die Forschung gehören, beantragt hat;

7° einem Vertreter der Aktiengesellschaft NOVALLIA.

Den Vorsitz des Pilotausschusses führt ein in Absatz 1 Ziffer 1 erwähntes Mitglied des Kabinetts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört.

Das Sekretariat des Pilotausschusses wird von einem in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Vertreter der Verwaltung übernommen.

§ 3. Der Pilotausschuss erstellt Berichte, einen ersten im Monat März 2017 und einen zweiten im Monat März 2018, über den Entwicklungsstand der Durchführung der in Artikel 2/1 erwähnten Maßnahmen und übermittelt diese dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört.

§ 4. Die in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffern 1 und 3 erwähnten Mitglieder werden vom Minister bestellt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört; das in Paragraph 2 Ziffer 2 erwähnte Mitglied wird vom Minister bestellt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört; die in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffern 4 und 5 erwähnten Mitglieder werden vom Minister bestellt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und was die in Paragraph 2 Ziffern 6 und 7 erwähnten Mitglieder betrifft, werden diese auf Vorschlag der Einrichtungen bestellt, die sie vertreten.

Die Mitglieder des Pilotausschusses werden für eine erneuerbare Dauer von drei Jahren ernannt.

§ 5. Unter Vorbehalt besonderer Bestimmungen bezüglich der in der Dienstordnung vorgesehenen Beschlussfassungsregeln wird die für die Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestbeteiligung auf die Hälfte der Mitglieder festgelegt und werden die Beschlüsse mit der Stimmenmehrheit gefasst.

Jede Person, die ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse an dem Gegenstand der Beratung hat, darf an der Beschlussfassung nicht teilnehmen.

§ 6. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, genehmigt die Dienstordnung des Pilotausschusses. Diese Dienstordnung enthält mindestens:

1° das Verfahren für die Einberufung der Versammlungen und die Verfassung der Protokolle;

2° den Ort der Versammlung.“

**Art. 4 -** In Artikel 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 26. Februar 2015, wird Paragraph 3 durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Die minimale Schwelle der prämieneberechtigten Investitionen, wie sie in den Artikeln 2/1 und 6 definiert sind, wird auf 25.000 Euro festgelegt, außer für den in Artikel 2/1 erwähnten kommunizierenden Zähler, für den die Schwelle auf 5.000 Euro festgelegt wird.“

**Art. 5 -** Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und vom 26. Februar 2015, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Abweichung von Absatz 4 reicht das kleine oder mittlere Unternehmen für die in Artikel 2/1 erwähnten Prämien bei der Verwaltung innerhalb von 24 Monaten, die im Anschluss an die schnelle Diagnose auf die Validierung der Investitionen durch den Pilotausschuss folgen, eine Akte auf der Grundlage eines von der Verwaltung bestimmten Musterformulars ein.“

**Art. 6 -** In Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 und vom 26. Februar 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

In dem einleitenden Satz werden die Wörter “außer für die in Artikel 2/1 erwähnten Prämien“ hinter die Wörter “Innerhalb von vier Monaten nach Eingang des in Artikel 12 Absatz 2 erwähnten Gutachtens“ gesetzt;

b) der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für die in Artikel 2/1 erwähnten Prämien fasst der Minister oder der beauftragte Beamte innerhalb von vier Monaten nach dem Empfang der in Artikel 10 Absatz 4 erwähnten Akte, der in Artikel 11 Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen oder der in Artikel 11 Absatz 3 erwähnten neuen Finanzlage einen Beschluss zur Gewährung der Prämie und übermittelt diesen.”.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. April 2017 in Kraft.

**Art. 8** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Dezember 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200280]

**22 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 7, tweede lid en artikel 8, vierde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 april 2016;

Gelet op het rapport van 13 december 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 59.923/4 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 mei 2009 en 26 februari 2015, wordt aangevuld met de punten 19°, 20° en 21°, luidend als volgt:

19° de aanvulling op de programmering “Wallonie - 2020.EU” : de uitvoering van de maatregel 4.2.1: “koolstofarm - Stimulering van de investering in de bestaande of de op te richten ondernemingen” van de aanvulling op de programmering van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, hierna “E.F.R.O.” genoemd, overeenkomstig artikel 3 van Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling “Investeren in groei en werkgelegenheid”, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;

20° de snelle diagnose : de analyse van de contracten van de energieleveranciers alsook de belastingsdiagrammen van verbruik afkomstig uit de slimme meters en de korte analyse van de energie-efficiëntie en van de impact van de kleine of middelgrote onderneming op het distributienet;

21° de slimme meter: het vereiste toestel om een snelle diagnose uit te voeren en om de korte analyse van de energie-efficiëntie van de kleine of middelgrote onderneming toe te laten via de belastingsdiagrammen van verbruik.”.

**Art. 2.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 2/1, luidend als volgt:

“Art. 2/1. § 1. De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan een premie, tegen 60 % gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40 % ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering “Wallonie - 2020.EU” aan de kleine of middelgrote onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

1° een bedrijfszetel heeft, gelegen in het Waalse Gewest;

2° een aansluitingsvermogen bezit dat gelijk is aan 56 kVA of meer;

3° een snelle diagnose bestellen aan het einde waarvan adviezen die voor het beheer en de investeringen een substantiële vermindering van de energiefacturen tot gevolg hebben, in een verslag worden geformuleerd;

4° een investeringsprogramma uitvoert waarvan de bestanddelen voorafgaandelijk worden geselecteerd en gevalideerd door het begeleidingscomité, met uitzondering van de slimme meter, volgens de snelle diagnose bedoeld in punt 3, met als doel een doelstelling van energie-efficiëntie te bereiken overeenkomstig artikel 38 van Verordening (EU) nr.651/2014.

De kleine of middelgrote onderneming richt het verslag van de snelle diagnose aan de Administratie, uiterlijk 6 maanden na zijn uitvoering, zodat het Begeleidingscomité de investeringen selecteert en valideert.

De premie-aanvraag geschiedt binnen de 24 maanden na de validatie van de investeringen van de snelle diagnose door het Begeleidingscomité, met uitzondering van de premie-aanvraag voor de slimme meter die uiterlijk bij zijn bestelling geschiedt.

Het globale bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid wordt vastgesteld op 40 % van de toegelaten investeringen.

De Minister kan de toegelaten investeringen bepalen om, na raadpleging van de deskundigen, de doelstelling van energie-efficiëntie, bedoeld in het eerste lid, 4°, te bereiken.

§ 2. De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan een premie, tegen 60 % gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40 % ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering "Wallonie - 2020.EU" aan de kleine of middelgrote onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

1° een bedrijfszetel heeft, gelegen in het Waalse Gewest;

2° een aansluitingsvermogen bezit dat gelijk is aan 56 kVA of meer;

3° een snelle diagnose bestellen aan het einde waarvan adviezen die voor het beheer en de investeringen een substantiële vermindering van de energiefacturen tot gevolg hebben, in een verslag worden geformuleerd;

4° een investeringsprogramma uitvoert om elektrische energie en warmte uit hernieuwbare bronnen te produceren, overeenkomstig artikel 41 van Verordening (EU) nr. 651/2014, voor eigen verbruik, overeenkomstig de aanbevelingen van de snelle diagnose, bedoeld in punt 3°, en waarvan de bestanddelen voorafgaandelijk werden geselecteerd en gevalideerd door het begeleidingscomité.

De kleine of middelgrote onderneming richt het verslag van de snelle diagnose aan de Administratie, uiterlijk 6 maanden na zijn uitvoering, zodat het Begeleidingscomité de investeringen selecteert en valideert.

De premie-aanvraag geschiedt binnen de 24 maanden na de validatie van de investeringen van de snelle diagnose door het Begeleidingscomité, met uitzondering van de premie-aanvraag voor de slimme meter die uiterlijk bij zijn bestelling geschiedt.

Het globale bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid wordt vastgesteld op 55 % van de toegelaten investeringen.

De Minister kan het type installatie bepalen die energie en warmte uit hernieuwbare bronnen bedoeld in het eerste lid, punt 4°, produceert, alsook hun vermogen.

§ 3. De premies bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden toegekend als de kleine of middelgrote onderneming uitdrukkelijk afziet van elke ander rechtstreekse of onrechtstreekse gewestelijke steun voor de betrokken investering.

Met uitzondering van de premie-aanvraag betreffende de slimme meter, dient de kleine of middelgrote onderneming één enkele aanvraag in voor de premies bedoeld in de paragrafen 1 of 2. ».

**Art. 3.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 2/2, luidend als volgt:

"Art. 2/2. § 1. Er wordt een Begeleidingscomité opgericht dat:

1° de investeringen selecteert, die door de kleine of middelgrote ondernemingen dienen te worden uitgevoerd, in de snelle diagnose besteld door de kleine of middelgrote onderneming, overeenkomstig artikel 2/1, § 1 en § 2;

2° voor de opvolging zorgt van de uitvoering van de premies bedoeld in artikel 2/1.

De investeringen geselecteerd en gevalideerd door het Begeleidingscomité zijn diegenen die geen negatieve impact hebben op het energiedistributienet

Het Begeleidingscomité vergadert minstens om de twee maanden.

§ 2. Het Begeleidingscomité bestaat uit :

1° een lid van het Kabinet van de Minister bevoegd voor economie;

2° een lid van het Kabinet van de Minister bevoegd voor onderzoek;

3° twee vertegenwoordigers van de Administratie;

4° een lid van het Kabinet van de Minister bevoegd voor energie;

5° een vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

6° een vertegenwoordiger van elke energiedistributienetbeheerder bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt die de aanvraag ervan bij de Minister bevoegd voor economie en onderzoek heeft geformuleerd;

7° een vertegenwoordiger van de naamloze vennootschap NOVALLIA.

Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door een lid van het Kabinet van de Minister bevoegd voor economie, bedoeld in het eerste lid, 1°.

Het secretariaat van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van de Administratie, bedoeld in het eerste lid, 3°.

§ 3. Het Begeleidingscomité overlegt rapporten, de eerste in maart 2017 en de tweede in maart 2018, over de stand van zaken van de uitvoering van de maatregelen bedoeld in artikel 2/1 en overhandigt deze rapporten aan de Minister bevoegd voor economie.

§ 4. De leden bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1° en 3°, worden aangewezen door de Minister bevoegd voor economie; het lid bedoeld in paragraaf 2, 2° wordt aangewezen door de Minister bevoegd voor onderzoek; de leden bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4° en 5° worden aangewezen door de Minister bevoegd voor energie en, voor de leden bedoeld in paragraaf 2, 6° en 7°, op voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen.

De leden van het Begeleidingscomité worden aangewezen voor een verlengbare periode van drie jaar.

§ 5. Onder voorbehoud van bijzondere bepalingen betreffende de beraadslagingsregels voorzien in het huishoudelijk reglement, wordt het aanwezigheidsquorum vastgelegd op de helft van de leden en worden de beslissingen genomen bij meerderheid van stemmen.

Elke persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks, i.v.m. zijn vermogen of persoonlijk een belang heeft in het voorwerp van een beraadslaging, mag niet beraadslagen.

§ 6. Het huishoudelijk reglement van het Begeleidingscomité wordt door de Minister bevoegd voor economie goedgekeurd. Dit reglement bevat minstens:

1° de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen en voor het opstellen van de processen-verbaal;

2° de plaats van de vergaderingen. ».

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 26 februari 2015, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt:

"§ 3. De minimale drempel van de in aanmerking komende investeringen zoals bepaald in de artikelen 2/1 en 6 wordt vastgesteld op 25.000 euro, behalve voor de slimme meter bedoeld in artikel 2/1 waar de drempel op 5.000 euro wordt vastgesteld."

**Art. 5.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en 26 februari 2015, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In afwijking van het vierde lid, voor de premies bedoeld in artikel 2/1, dient de kleine of middelgrote onderneming bij de Administratie, binnen 24 maanden na de validatie van de investeringen door het Begeleidingscomité ten gevolge van de snelle diagnose, een dossier in op basis van een typeformulier dat de Administratie bepaalt."

**Art. 6.** In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 mei 2009 en 26 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin, wordt het woord "Binnen" vervangen door de woorden "Behalve voor de premies bedoeld in artikel 2/1, binnen";

b) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Voor de premies bedoeld in artikel 2/1, binnen vier maanden na ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 10, vierde lid, van de ontbrekende inlichtingen bedoeld in artikel 11, tweede lid, of van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 11, derde lid, beslist de Minister of de gemachtigd ambtenaar de premie toe te toekennen en geeft hij er kennis van."

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2017.

**Art. 8.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200313]

**2 FEVRIER 2016. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 09 de la division organique 09 et le programme 01 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016**

Le Ministre-Président,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, l'article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, l'article 35;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>e</sup> alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 30.03 du programme 09 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 dans le cadre du Programme Interreg V A Grande Région, à savoir, le dossier suivant (intitulé et codification du projet cofinancé) :

Interreg V A Grande Région;

Intitulé : Assistance Technique du programme Interreg V Grande Région;

Bénéficiaire : ASBL Equipe technique Interreg Grande Région;

Article de base : 30.03.09;

Crédits d'engagement : 294.583,54 EUR;

Crédits de liquidation : 220.937,66 EUR,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'engagement à concurrence de 295 milliers d'euros et des crédits de liquidation à concurrence de 221 milliers d'EUR sont transférés du programme 01 de la division organique 34 au programme 09 de la division organique 09.

**Art. 2.** La ventilation des articles de base suivants du programme 09 de la division organique 09 et du programme 01 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016 est modifiée comme suit :

(en milliers d'euros)

Article de base	Crédit initial		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 09 30.03.09	0	0	+ 295	+ 221	295	221
DO 34 01.01.01	300.000	68.500	- 295	- 221	299.705	68.279

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Namur, le 2 février 2016.

P. MAGNETTE